

Cette tendance se cristallise notamment dans la question du vidéo-arbitrage. L'auteur est résolument contre ce qu'il appelle un « mirage » (p. 138) qui contribue à faire disparaître « toute forme ludique dans le sport » (p. 150), d'autant que les joueurs ont eux aussi intégré les normes télévisuelles. Il multiplie les exemples qui illustrent les limites de l'arbitrage vidéo, allant jusqu'au cas extrême de l'arbitre Bryon Moreno, injustement fustigé par le public à l'issue d'un match Corée du Sud-Italie en huitièmes de finale de la Coupe du Monde 2002, et devenu l'objet d'une si forte violence que la FIFA, sous la pression de l'opinion publique, a dû diligenter une enquête qui mena à sa démission.

Si les exemples sont parlants et les arguments forts, on regrette que l'auteur n'entame pas une réflexion sur la notion de jeu qu'au onzième chapitre. D'autant que la définition qu'il en propose, héritée de l'anthropologue Roger Caillois, reste relativement superficielle. Cette lacune n'entame en rien la précision de l'analyse qui s'ensuit sur la question du hors-jeu, l'une des règles les plus complexes de ce sport, que la télévision tente aujourd'hui de juger, se substituant ainsi à l'arbitre-assistant tout en laissant « ce dernier assumer les suites de l'erreur que la réalisation aura cru démontrer » (p. 190) ! Avec le cas Zidane et son expulsion lors de la finale de la Coupe du Monde 2006, Jacques Blociswesi révèle les multiples facettes de ce glissement du sport vers le procès footballistique. Enfin, la domination du match par la télévision atteint son paroxysme avec l'invasion des stades par des écrans géants qui viennent se substituer à la vision directe du match, tout en accentuant la pression sur les arbitres désormais scrutés par un œil géant : « Le stade devient donc toujours plus ce studio de télévision à ciel ouvert où ce qui est filmé peut être vu quasi simultanément par le public » (p. 238).

Les intérêts économiques qui gouvernent le football font régner une idéologie « débouchant sur des utilisations abusives de l'image » (p. 243). On comprend pourquoi l'auteur revient en conclusion sur ce qui lie aujourd'hui ce sport-spectacle à l'information télévisée qui, elle aussi, se mélange à la publicité, au spectacle et à diverses formes de procès. Le match de football télévisé est donc bel et bien ce laboratoire technologique qui permet d'éclairer sous un jour nouveau les autres études qui se penchent sur ces objets plus

« nobles » que sont les journaux d'information. De la même façon, le rapprochement entre cette « surestimation des vertus de l'image » (p. 247) dans le match de football et le foisonnement des émissions de télé-réalité est frappant. L'analyste prouve, non sans quelques redites, que cette « extrême médiatisation se fait également au détriment de la médiation » (p. 248). Le match de football télévisé s'ouvre donc à une réflexion esthétique et critique nécessaire au développement de l'esprit citoyen. C'est pourquoi Jacques Blociswesi souligne en conclusion l'importance d'une véritable éducation visuelle face à ces nouveaux enjeux qui conditionnent notre rapport à la petite lucarne.

**Laurence Leveueur**

CEISME, université Sorbonne Nouvelle Paris 3  
lleveueur@free.fr

**Jean-Marie CHARON, *Les journalistes et leur public : le grand malentendu.***

Paris, Clemi/Vuibert/INA, coll. Comprendre les médias, 2007, 245 p.

Jean-Marie Charon propose un ouvrage dans lequel il dresse le constat d'un véritable malentendu entre public et journalistes. Alors que le public plaide pour une information « zéro défaut », les professionnels de l'information se défendent en disant qu'ils produisent la meilleure information qui soit avec les moyens dont ils disposent. Pour le public, les médias sont censés produire des « connaissances » et ces derniers sont en partie responsables. En effet, les médias ont fait une multitude des promesses de performance et de qualité qu'ils n'ont pas tenues. Les erreurs recensées par les spécialistes et le public en sont la preuve. Ainsi, organisé en 11 chapitres, le livre commence-t-il par dresser l'inventaire des critiques faites aux journalistes et par retracer la crise de confiance qui en résulte. Pour cela, Jean-Marie Charon cite les résultats des sondages et baromètres menés depuis les années 80. Puis, il expose les principales réponses données par les journalistes, ainsi que les initiatives prises pour améliorer la qualité informative. Certes, cette démarche n'est pas nouvelle. D'autres sociologues du journalisme – par exemple Cyril Lemieux – ont procédé de manière similaire. En fait, un des principaux apports de l'ouvrage consiste à distinguer la responsabilité individuelle du journaliste de la responsabilité collective des entreprises médiatiques et de bien préciser

à l'égard de qui – public, sources, confrères –, les professionnels de l'information sont tenus d'assurer la qualité de leur travail. Jean-Marie Charon revendique la nécessité de se donner les moyens et les lieux pour mener un débat permanent, accompagné d'une éducation aux médias qui dépasserait le cadre scolaire.

Très souvent, les médias sont accusés de ne pas traiter les sujets importants, de porter atteinte à la vie privée, de connivence avec les sources et de suivi. En raison de ce que l'auteur nomme l'extériorité culturelle, sociale et géographique des journalistes par rapport à certains sujets et/ou groupes qu'ils connaissent mal, les professionnels de l'information finissent par relayer des stéréotypes sans tenir compte des conséquences sur les personnes et les communautés impliquées. Par ce rappel des critiques, le but de Jean-Marie Charon est de proposer une explication à la crise de confiance des Français à l'égard de leurs médias. Son objectif est de fournir aux lecteurs les éléments leur permettant de ne plus subir les dérapages du système d'information et de sortir des attitudes fatalistes. Certes, face aux critiques, les médias français ne sont pas restés inactifs. Des chartes et des codes ont été rédigés et actualisés. D'ailleurs, la Charte des journalistes français de 1918, la Charte de Munich de 1971, la Charte de TF1 et l'avis portant sur la liberté de la presse et la responsabilité des journalistes, adopté en 1995, figurent dans les annexes. Des rencontres ont été organisées et plusieurs expériences des médiateurs à l'intérieur des rédactions ont vu le jour. Pourtant, écrit l'auteur, la plupart de ces initiatives n'ont pas forcément eu de lendemain et de nombreuses fautes continuent à être dénoncées. Le problème se pose au moment où les contraintes et les caractéristiques propres à l'information médiatique – contraintes de temps, rythme imposé par le cadre économique et la concurrence, imprévisibilité des événements, etc. – ne sont pas prises en compte. De surcroît, les sujets traités par les médias sont de plus en plus complexes et le niveau d'instruction du public a considérablement augmenté. S'appropriant des technologies de l'information et de la communication, ce public est devenu un ensemble de « citoyens émetteurs » qui entretient de nouvelles relations avec les journalistes. Les fautes professionnelles sont plus facilement repérables, mais aussi moins tolérées par les consommateurs des informations médiatiques. Cette situation pose un nouveau défi aux médias qui, voulant réduire

les coûts de production de l'information, engageant des journalistes à la pige ou indépendants, certes polyvalents d'un point de vue technique, mais qui n'ont pas la possibilité de se spécialiser dans un domaine particulier pour mieux le traiter. En conséquence, les journalistes sollicitent de plus en plus des experts. Le problème se pose lorsqu'au lieu d'être utilisés comme des ressources, les experts sont devenus des sources journalistiques. À cela s'ajoute le fait que les médias sont dirigés par des gestionnaires et des spécialistes du marketing qui banalisent les conditions de validation et les règles de la profession journalistique. Même si les journalistes reconnaissent certaines erreurs professionnelles, ils estiment qu'ils sont devenus des boucs émissaires, victimes d'une tentation liberticide qui serait favorisée par ces approches critiques. Toutefois, le refus de critique par les journalistes est d'autant plus choquant qu'ils revendiquent pour eux-mêmes la plus totale liberté de critiquer toute personne, institution ou acteur de la vie politique, économique, culturelle au nom de la démocratie.

Ainsi cet ouvrage s'inscrit-il dans une approche prônant une meilleure compréhension de la pratique journalistique qui appelle les médias à reconnaître leur responsabilité à l'égard du public, des sources et des pairs. Cette responsabilité doit être posée à tous les niveaux – rédactions, propriétaires, dirigeants – afin d'éviter que les professionnels de l'information se renvoient continuellement la culpabilité des fautes. D'où l'intérêt de réfléchir en termes de responsabilité individuelle et collective et de tenir compte de la place nouvelle prise par le public, plus instruit et plus « actif ». Réfléchissant en termes de relations entre public et journalistes dans la société française, l'auteur plaide pour un débat continu dans le temps et prenant place dans des lieux divers, ainsi que pour une éducation aux médias élargie à l'ensemble de la population.

**Yeny Serrano**  
Université de Genève  
yeny.serrano@gmail.com

**Ghislain DESLANDES, *Management des médias*.**  
Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 120 p.

Cet ouvrage offre une analyse de l'évolution et de l'état actuel du mode de gestion des entreprises médiatiques : presse écrite, médias audiovisuels, nouveaux médias. Avec la mondialisation,